25 juin 2025 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Point presse du du Président Emmanuel Macron depuis le sommet de l'OTAN à La Haye.

Emmanuel MACRON

D'abord, en poursuivant le réinvestissement sur les questions de défense, l'ensemble des pays membres, et tout particulièrement les Européens, continuent, d'œuvrer à structurer ce pilier européen au sein de l'OTAN. C'est ce que nous poussons depuis plusieurs années, avoir une Europe qui dépense davantage, qui prend davantage ses responsabilités pour sa sécurité, qui prend davantage de part du fardeau. C'est à la fois le souhait américain depuis plusieurs années. C'est une nécessité européenne. Nous devons le faire pour nous-mêmes et pour être plus indépendants.

Deuxième remarque, c'est que cet investissement doit aller de pair avec un durcissement des armées européennes, c'est-à-dire une culture commune, ce que nous avons lancé il y a quelques années avec l'initiative européenne d'intervention, créer des cultures communes, des exercices communs, c'est-à-dire des armées qui vraiment se battent, vont sur le terrain, comme on a su le faire au Sahel il y a quelques années, se déploient rapidement, comme on a su le faire il y a 3 ans, quelques jours après, justement le déclenchement de la guerre d'agression russe en structurant, en étant nation-cadre en Roumanie. Et puis il faut développer avec cet argent une base industrielle et technologique de défense européenne, c'est-à-dire une Europe qui défend plus, c'est une Europe aussi qui doit développer de l'innovation et de l'industrie de défense, et pas simplement acheter chez les autres. Et à ce titre, ce qui a été fait ces dernières semaines au sein de l'Union européenne, avec les programmes dits SAFE ou EDIP, qui réservent 65 % de ces financements aux Européens, va dans la bonne direction, est un vrai changement de doctrine dont je me félicite.

Le troisième élément, c'est que tout ça, on le fait. Il faut quand même le rappeler et remettre les choses au milieu de la discussion, parce qu'il y a la menace russe. Je le disais il y a quelques mois, nous vivons depuis plusieurs années, mais au fond, la troisième guerre russe en Europe a acté cette menace, en effet, après la Géorgie, après la Crimée, la guerre d'agression de février 2022 a très clairement permis d'identifier cette menace dans la durée. Et c'est ce pourquoi nous réarmons tous, parce qu'il y a cette menace à nos frontières. Et donc, c'est pourquoi nous souhaitons qu'en effet, la guerre d'agression russe en Ukraine demeure une préoccupation, la préoccupation principale des Européens. Elle est celle qui justifie ce réarmement dans la durée, parce qu'il y a cette menace qui perdurera. Mais il y a aussi la volonté que nous avons ici réaffirmée d'agir ensemble et de manière partenariale pour arrêter cette guerre. D'abord, on a besoin des États-Unis pour obtenir un cessez-le-feu par une capacité de dissuasion, en utilisant aussi la crédibilité des derniers jours liés au théâtre iranien. Ensuite, parce que nous prenons notre part en Européens, c'est le sens même de la coalition de volontaires que nous avons structurée en février dernier et que nous allons réunir à nouveau en juillet, c'est-à-dire que vous avez ces Européens, avec d'ailleurs aussi les Canadiens et plusieurs autres, qui sont là et qui sont prêts dans la durée à soutenir l'Ukraine, à lui permettre de régénérer son armée, de déployer des forces de réassurance.

La quatrième remarque que je voudrais faire sur ce sommet, c'est justement que tout ça suppose aussi que les Européens pensent leur sécurité de demain. Parce qu'on ne va pas aller vers une escalade sans fin vers plus d'armement. Nous devons nous armer parce qu'il y a aujourd'hui un décalage par rapport au niveau d'armement de la Russie et qu'il y a cette menace. Mais dans le même temps, nous devons penser pour nous-mêmes les garanties de sécurité, le cadre de sécurité dans lequel on veut vivre demain, c'est-à-dire celui qui stoppera la prolifération, celui qui encadrera les capacités d'armement comme on l'a connu par le passé quand il y avait la guerre froide. Beaucoup de ces traités de la guerre froide sont tombés ces dernières années dans le silence absolu, le dernier étant le traité FNI en 2019. C'est pourquoi de la mer Noire à l'Arctique, nous avons besoin de repenser chacun de ces espaces, de dire, au fond, jusqu'où nous sommes prêts à aller pour nous défendre et quels seraient les termes de la discussion avec la Russie pour permettre de limiter les capacités et d'avoir un chemin de retour de la confiance. Mais il faut y penser dès maintenant pour pouvoir le négocier dans le cadre d'une paix plus large.

Mon dernier point, ce sur quoi j'ai insisté, c'est que tout ça suppose de l'unité, du respect et de l'anticipation. Ce qui veut dire que cet effort collectif et les bons résultats qu'on a avec ce communiqué et ce réengagement européen, il a, en quelque sorte, et il impose de manière évidente la paix commerciale. On ne peut pas, entre alliés, dire « il faut dépenser plus », nous dire « on va dépenser plus », et au sein de l'OTAN, se faire la guerre commerciale. C'est une aberration. C'est pourquoi il est très important qu'on puisse revenir à ce qui devrait être la règle au sein de l'ensemble des alliés, c'est-à-dire une véritable paix du commerce, et donc d'abaisser toutes les barrières tarifaires qui existent ou qui ont été renforcées. Ça suppose aussi d'anticiper les évolutions de déploiement des forces, tout particulièrement sur le sol européen. Et ça suppose enfin de ne pas oublier les termes de la guerre et les risques qui persistent pour nous. J'ai pu le dire, on a une guerre très territoriale, très terrestre, à haute intensité, qui se joue aujourd'hui en Ukraine. Mais la menace, nous le savons, elle se déploiera de plus en plus sur le cyber, dans l'espace, en mer, et donc c'est là aussi où il nous faut renforcer nos capacités et nous coordonner.

Voilà les quelques éléments clés pour moi à la fois de ce sommet de l'OTAN et de ce que j'ai voulu aussi défendre avec mes collègues. Je vais maintenant répondre à vos questions.

Journaliste

De la part de Donald Trump, sur cette question du respect de l'article 5. Après les premières déclarations qu'il a faites hier...

Emmanuel MACRON

Alors moi, je vais vous dire, c'est très, très simple. Mon travail, ce n'est pas de faire l'exégèse de ses propos. Il y a des textes, il y a des juristes pour voir ces textes, et après, vous lui posez la question.

Journaliste

Mais sur le fond, vous lui faites confiance aujourd'hui ?

Emmanuel MACRON

Mais moi, je veux dire, on est dans cette alliance avec tout ce qu'elle embarque, qui est une solidarité entre tous ses membres.

Journaliste

Et par rapport à l'article 5 ?

Emmanuel MACRON

Mais ça, ce n'est pas mon job. Je veux vous dire très simplement, il y a des textes qui sont signés, et je crois qu'il ne fait pas tellement mystère, ni chez les juristes, ni chez les diplomates. L'article 5 implique une solidarité entre tous les membres, pas d'ailleurs d'un vers les autres, entre tous les membres s'ils étaient agressés. Donc, je pense qu'il ne faut pas jeter le doute là-dessus.

Après, ce que je dis, c'est que cette solidarité existe, elle est dans nos textes, que tous ceux qui sont autour de la table aujourd'hui, ça veut dire qu'ils continuent d'œuvrer dans cette solidarité, et que nous renforçons la place des Européens par ce réinvestissement historique que nous décidons, que la France a d'ailleurs commencé depuis 7 ans, puisqu'avec nos deux lois de programmation militaire, nous aurons doublé notre budget des armées, mais surtout, on renforce aussi notre indépendance, c'est-à-dire notre capacité à moins dépendre.

Journaliste

Mais monsieur le Président, on a l'impression que la sécurité collective dépend des sauts d'humeur et de l'égo d'un homme. Ce n'est pas très rassurant.

Emmanuel MACRON

Non, mais justement, il ne faut pas que ce soit le cas. Ce n'est pas le cas. Je tiens à vous le dire, pour la France qui a une armée complète, solidement dotée, qui a la dissuasion, ce n'est pas le cas. On ne dépend pas des autres pour notre sécurité. Et donc, moi, je pense que notre Europe, elle doit encore se renforcer pour moins dépendre des autres, même si c'est une très bonne chose d'avoir une alliance plus large qui nous permet d'avoir plus de force et de profondeur.

Journaliste

Sur la guerre commerciale, vous l'avez évoquée avec lui directement, le Président Trump ?

Emmanuel MACRON

À plusieurs reprises, donc je pense qu'il faut maintenant qu'on arrive à conclure.

Journaliste

Vous l'avez évoqué ici, lors du sommet ?

Emmanuel MACRON

Je l'ai évoqué lors du sommet, je l'ai évoqué publiquement devant les autres, oui. Le Président Erdogan, d'ailleurs, a fait de même, ou la Première ministre Meloni.

Journaliste

Est-ce que vous avez parlé de la situation au Proche-Orient, monsieur le Président, avec Donald Trump sur le cessez-le-feu entre l'Iran et Israël ?

Emmanuel MACRON

Je n'ai pas eu l'occasion, là, d'en parler avec lui.

Journaliste

Quelle est votre analyse des dégâts infligés ?

Emmanuel MACRON

Elle est encore en cours.

Journaliste

Il y a des rapports qui disent qu'elles ne sont pas très lourdes. Le Président Trump dit que c'est anéanti pour des décennies.

Emmanuel MACRON

Premièrement, nous sommes en train de finaliser ces analyses en propre, pour ce dont nous disposons. Il y aura ensuite une confrontation avec l'analyse des autres pays intéressés, évidemment américains, les autres européens, les Israéliens. Et puis j'aurai l'occasion tout à l'heure de voir le directeur général de l'Agence internationale pour l'énergie atomique, M. Grossi, et j'échangerai aussi avec lui sur ce sujet.

Journaliste

Monsieur le Président, quelle est votre stratégie pour traiter Donald Trump ? Être très flatteur, lui opposer de la résistance ? On a vu beaucoup de chefs d'État faire preuve d'obséquiosité ici au Sommet de l'OTAN, voire carrément lui cirer les chaussures. Comment est-ce qu'il faut traiter Trump ?

Emmanuel MACRON

J'ai toujours fait pareil depuis 2017, c'est-à-dire en étant extrêmement direct, tout à fait respectueux. Mais moi, j'ai toujours dit les choses, donc je les ai dites aujourd'hui et je les dis à chaque fois.

Journaliste

S’agissant des sanctions contre la Russie, est-ce que les Américains sont prêts à suivre les Européens pour un durcissement ?

Emmanuel MACRON

Je ne suis pas Président des États-Unis d'Amérique, donc je vous invite à lui poser la question. Mais pour ce qui est des Européens, vous savez, je suis assez simple, c’est-à-dire, ce que je dis, je le fais.

Nous défendons le paquet de sanctions, le 18ème paquet qui a été proposé par la Commission. Il a été fait en coordination avec les sénateurs américains. Tout ce qui nous a été dit jusqu'alors était que ces sénateurs avanceraient, allaient dans les prochains jours déposer justement ce paquet de sanctions et qu'il devait avancer. Ce sont les prochains jours qui nous diront ce que les États-Unis feront.

Journaliste

Monsieur le Président, vous disiez qu'il faut augmenter le PIB, la part du PIB consacrée à la défense, c'est un des engagements qui a été pris également par les différents dirigeants, à l'horizon de 2035, 5 %. Concrètement, pour les personnes qui nous regardent, qui se posent des questions, comment on fait en France pour augmenter cette part du PIB consacrée à la défense dans un contexte budgétaire extrêmement tendu, avec aussi un risque qui arrive à l'automne, on le voit très bien avec ce qui s'est passé hier à l'Assemblée nationale, de renversement de ce Gouvernement Bayrou ?

Emmanuel MACRON

Mais vous avez raison de le dire. Simplement, on le fait déjà, nous. On n'a pas attendu. On n'a pas attendu non plus la guerre d'agression russe en Ukraine de février 2022, puisque depuis 2018, nous augmentons. Et à travers les deux lois de programmation militaire, on a fait des investissements qui n'ont pas été remis en cause par quelque aléa politique que ce soit. Seul le vote de censure et le décalage du budget nous a mis en retard en début d'année. Il a d'ailleurs beaucoup coûté à l'économie. C'est pour ça que j'invite chacun à réfléchir.

Mais les lois de programmation militaire depuis que je suis Président sont respectées scrupuleusement. D'ores et déjà, chaque année, nous augmentons de plusieurs milliards d'euros notre effort. Ce qui fait qu'au terme de ces deux lois de programmation militaire, on sera passé de 32 milliards d'euros, à peu près, de budget des armées, quand j'ai été élu, à plus de 60 milliards.

Si mes prédécesseurs avaient porté le même taux d'effort, on serait largement au-dessus. Et je rappelle qu'il n'y a pas si longtemps, on était en train de les diminuer.

(Question journaliste)

Emmanuel MACRON

Vraisemblablement. Mais il faudra poursuivre cet effort. C'est un impératif. Nous sommes en train, très précisément, avec le Premier ministre, le ministre des Armées, le ministre de l'Économie, des Finances, et le ministre du Budget, de justement regarder combien il nous faut faire pour intensifier ou accélérer certains des plans d'action qui étaient dans cette deuxième loi de programmation militaire. Voilà, donc on continue.

Journaliste

En dépit d’autres choses, dans le budget ?

Emmanuel MACRON

Vous avez raison, mais toujours, et on l'a toujours fait comme ça, il faut le financer en faisant des choix. C'est ça, gouverner. Nous devons continuer de choisir. Mais je pense qu'on fait bien parce qu'on choisit notre indépendance.

Ce qu'on fait en matière de défense, en matière industrielle, en matière de recherche et de technologie, c'est ce qui nous permet d'avoir plus d'indépendance pour le pays, aujourd'hui et demain. Et d'ailleurs, l'indépendance que nous avons encore, qui avait pu être fragilisée par des choix plus récents, elle procède aussi de choix historiques qui avaient été faits dans les années 60 ou 70, qui avaient permis de doter la France de programmes ou d'équipements qui nous permettent aujourd'hui de ne pas dépendre justement des sautes d'humeur ou des aléas de l'autre côté de l'océan. C'est notre force.

Journaliste

Est-ce que vous avez eu des précisions sur le calendrier de redéploiement des troupes américaines en Europe ?

Emmanuel MACRON

Non, mais je pense que c'est très bien de l'avoir.

Journaliste

Le Président américain mise, ce matin, sur un cessez-le-feu, la paix à Gaza ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, moi, je plaide pour qu'on ait aujourd'hui trois cessez-le-feu en même temps. On est de plus en plus ambitieux. Mais celui qui tient et qui a été obtenu entre Israël et l'Iran, celui à Gaza, qui est indispensable et qui est pour moi une priorité absolue, et le cessez-le-feu que nous souhaitons avoir en Ukraine pour ouvrir les négociations de paix durable.

Journaliste

Sur l'Iran, quelles sont les prochaines étapes ?

Journaliste

Les 5% de déficit aux équipements américains et que toute l'Europe se met à acheter des équipements patriotes ?

Emmanuel MACRON

Mais c'est ce que j'ai dit tout à l'heure. Le deuxième point pour moi, la clé, c'est que les Européens s'équipent et produisent. C'est ce que fait la France, c'est ce que font plusieurs autres Européens, et c'est d'ailleurs ce que nous avons défendu dans nos négociations européennes avec succès, puisque les derniers programmes ont une composante européenne avec les programmes DISAF, SAFE et EDIP. C'est une très bonne chose. Il faut que les Européens aient justement ce réflexe désormais. Pourquoi ? Parce que nous allons dédier une part croissante de notre richesse nationale dans les efforts de défense. Il faut que ça permette de créer de l'emploi, il faut que ça permette d'avoir un retour en termes d'industrie dans nos pays.

La France a ce modèle historiquement, d'autres l'ont moins. D'ailleurs, nous, nous souhaitons avoir des programmes beaucoup plus larges, beaucoup plus partenariaux, et qu'ils aient aussi des retombées industrielles pour ces pays. Je pense que c'est comme ça qu'on aura une avancée qui est gagnant-gagnant. Ça réduit aussi notre dépendance, parce que parfois, quand on achète des programmes ou des équipements qui sont américains, quand on a des désaccords géopolitiques, on est dépendant de leur autorisation ou pas.

Avoir des programmes européens, ça nous permet d'être libres de ces règles et donc beaucoup plus libres à la fois sur notre stratégie export, qui est essentielle pour la compétitivité de nos industries d'armement, et pour notre liberté d'usage, c'est-à-dire l'indépendance de notre diplomatie et de nos choix militaires.

Journaliste

Sur l'Iran, quelles sont les prochaines étapes juste de l'initiative européenne de négociation ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, là, sur l'Iran, on a un cessez-le-feu. On voit bien combien il est volatile et fragile. Mon souhait, c'est qu'il tienne. Ce cessez-le-feu va s'accompagner d'une évaluation, justement, des dommages qui ont été faits, ce que je disais tout à l'heure, qui seront clarifiés dans les prochaines heures et prochains jours.

De toute façon, nous devons reprendre un travail diplomatique et technique sur la question du nucléaire. L'AIEA aura un rôle à y jouer. Évidemment, les États-Unis d'Amérique ont pris le contact, et les Iraniens et les Européens y ont leur place, parce que nous aurons de toute façon, d'ici à quelques semaines, un choix sur ce sujet à faire, c'est de savoir si le JCPOA est encore un cadre ou pas, puisqu'il existe encore et nous avons des délais qui continuent à courir, mais des choix qui seront à faire à l'été. Merci beaucoup.